

Blessés et abandonnés dans les plaines d'Afghanistan¹

Un article de Laurent Joachim, Novembre 2011



(Illustration Wikimedia)

Bilan provisoire après dix ans d'un conflit plus que jamais d'actualité.

Le 20 Septembre 2001, répondant aux attentats du 11 Septembre contre le World Trade Center et le Pentagone ainsi qu'aux 2.996 morts et 6.000 blessés qu'ils avaient faits, le Président des États-Unis, Georges W. Bush, s'adresse au Congrès américain et proclame l'ouverture des hostilités² : « Notre Guerre contre la Terreur commence avec Al-Qaida, mais ne s'arrête pas là. Elle ne s'arrêtera pas avant que chaque groupe terroriste représentant un risque global ne soit localisé, stoppé et vaincu »³, déclare t'il.

¹ Le titre de cet article est emprunté à un poème de Rudyard Kipling, *The Young British Soldier (Le jeune soldat Britannique)* écrit en 1890 et dont la dernière strophe dit : « When you're wounded and left on Afghanistan's plains, / And the women come out to cut / up what remains, / Jest roll to your rifle and blow out your brains / An' go to your Gawd / like a soldier. » (« Quand tu es blessé et abandonné dans les plaines d'Afghanistan, / Et que les femmes sortent couper ce qui reste, / Roule vers ton fusil et fais-toi éclater la cervelle / Et va retrouver ton dieu comme un soldat. / Vas, vas comme un soldat... »).

² Les américains avaient déjà effectué en 1998 un bombardement massif (75 missiles de croisière) sur les positions des Talibans et d'Al-Qaida en Afghanistan en réponse aux attentats aux camions-pièges contre leurs ambassades de Dar-es-Salaam en Tanzanie et de Nairobi au Kenya qui avaient fait 224 morts (dont 12 américains) et blessé environ 5.000 personnes.

³ « Our war on terror begins with al-Qaida, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped, and defeated ». Cf. U.S. Department of State, www.state.gov, consulté le 06.11.2011 ; Traduction par l'auteur.

Il s'agit alors de rechercher Osama Bin Laden, le chef d'Al-Qaida et l'instigateur des attentats, puis de mettre fin au règne des Talibans, un groupe musulman fondamentaliste créé par le mullah Mohammad Omar (un pachtoune) dans le village de Singesar près de Kandahar en Afghanistan vers 1994.

Suite à la guerre civile qui ravage l'Afghanistan après le départ des troupes soviétiques en 1989, un départ que beaucoup d'analystes⁴ décrivent comme étant le « Vietnam Soviétique »⁵, les Talibans réussissent à prendre Kaboul et le pouvoir en 1996, ce qui fera du mullah Omar, le chef d'État de fait du pays entre 1996 et 2001. Les Talibans imposent alors un règne de terreur⁶ en prônant un Islam sectaire et réactionnaire dont les interdits (le cinéma, la télévision, la musique, la danse, les ordinateurs, la photographie, etc.) et les exactions (exécution, amputations et lapidations publiques, exclusion des femmes, autodafés, etc.) trouvent un retentissement international avec le dynamitage des Bouddhas de Bamiyan, classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, en mars 2001.

L'invasion américaine de l'Afghanistan⁷ commence immédiatement après le discours de Georges W. Bush devant le Congrès avec l'opération « Enduring Freedom » (Liberté immuable). Elle est complétée peu après par la mise en place de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS)⁸ sous commandement de l'OTAN, décidée à l'occasion des Accords de Bonn⁹ de 2001 et mandatée par la résolution 1386 de l'ONU.

Fin 2011, la guerre en Afghanistan se poursuit depuis dix ans déjà. Où en sommes-nous?

Force est de constater que l'ennemi reste pratiquement insaisissable puisqu'il tire sa légitimité d'une idéologie et non d'un territoire. Occuper le territoire et « prendre le drapeau » de l'ennemi n'a donc pas permis de le réduire ni même de le contenir durablement. Le Général Stanley McChrystal Commandant en Chef de la FIAS de 2009 à 2010¹⁰ déclare ainsi en octobre 2011 : « Nous n'avons pas assez d'information et nous

⁴ Comme par exemple Zbigniew Brzezinski, le Conseiller à la Sécurité Nationale du Président Américain Jimmy Carter. Cf. *Les Révélations d'un Ancien Conseiller de Carter: « Oui, la CIA est Entrée en Afghanistan avant les Russes »*, Le Nouvel Observateur, 15-21.01.1998.

⁵ Les Soviétiques étaient entrés en 1979 en Afghanistan sous le prétexte d'y avoir été invité par le gouvernement en place. Cf. *Décembre 1979, l'invasion soviétique en Afghanistan*, Patrick Pesnot, Rendez-vous avec X, France Inter 23.04.2011.

⁶ Cf. *Au nom d'Allah, et de la répression du vice*, François Didier, Libération, 23.11.2001.

⁷ Le pays compte selon les estimations environ 24,5 à 29 millions d'habitants (2010). Environ 40 à 50% de la population est Pachtoune, environ 25% Tadjik, 10 à 20% sont des Hazaras et environ 10% des Ouzbèks auxquels s'ajoutent plusieurs minorités qui représentent au total 10 à 15% de la population. 84% de la population est sunnite et 15% chiite. Les Ouzbèks se trouvent au Nord du pays, les Tadjiks principalement au Nord-Est mais aussi à l'Ouest, les Pachtoune sont à l'Ouest, au Sud et à l'Est du pays, quant aux Hazaras, ils se trouvent au centre du pays. Le pays a deux langues officielles : le Pachtou et le Dari (Persan). Cf. *Présentation de l'Afghanistan*, Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, consulté le 14.11.2011, sur www.diplomatie.gouv.fr & *Afghanistan*, Wikipedia, <http://fr.wikipedia.org>, consulté le 06.11.2011.

⁸ ISAF (International Security Assistance Force).

⁹ Cette conférence est l'acte fondateur qui pose les bases du nouvel État afghan. Hamid Karzai, un Pachtoune, né en 1957 et qui s'est engagé au côté des moudjahiddines pendant la guerre contre les soviétiques, est choisi pour assurer la représentation et le gouvernement du pays par intérim, choix entériné par la *Loya Jirga* (Grande Assemblée) afghane en 2002. Il occupera ce poste jusqu'à son élection au suffrage universel en 2004.

¹⁰ Limogé et mis à la retraite en Juin 2010 par le Président américain Barak Obama après s'être exprimé de façon ouvertement irrespectueuse à l'encontre de certains membres du gouvernement (Cf. *Runaway General*,

n'avons toujours pas assez d'information. La majorité d'entre-nous, moi y-compris, n'avions qu'une compréhension très superficielle de la situation et de l'histoire et nous avons une approche terriblement simpliste de l'histoire du dernier demi-siècle »¹¹. Une thèse qui est également soutenue par l'ancien Inspecteur Général de l'armée allemande, le Général Harald Kujat, qui résumait début Octobre 2011 le résultat des opérations en Afghanistan de la façon suivante : « l'opération a permis de remplir l'objectif politique consistant à exercer un acte de solidarité avec les États-Unis¹² (...) mais si on compare les résultats effectivement obtenus à l'objectif consistant à stabiliser un pays et une région, alors notre engagement s'est soldé par un échec¹³ (...) Lorsque nous quitterons l'Afghanistan en 2014, les Talibans n'auront besoin que de quelques mois pour reprendre le pouvoir¹⁴ ».

Le gouvernement Français, lui, semble de plus en plus résigné. Reprenant les promesses de Nicolas Sarkozy (UMP¹⁵), faites lors de la campagne présidentielle, le Premier Ministre François Fillon (UMP) réaffirmait encore en Juillet de cette année que « la France [s'est battue, se bat] en Afghanistan aux côtés de ses alliés (...) pour éradiquer le terrorisme de ce pays (...). Elle s'est battue aussi pour que de nouvelles institutions plus respectueuses du droit des personnes, se mettent en place mais la France n'a pas vocation à rester éternellement en Afghanistan parce que chaque pays doit se prendre en charge¹⁶ ».

Pourtant le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud déclarait en Juillet 2010 devant la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat que « L'Afghanistan (...) est une guerre compliquée, une guerre, meurtrière, une guerre inscrite dans la durée. Les soldats à chaque sortie sont harcelés par les tirs ou les [mines et engins explosifs improvisés des]¹⁷ insurgés. Nous recensons en moyenne 5 à 7 accrochages par semaine. [La guerre] est compliquée parce qu'elle nous oppose à un ennemi invisible et prêt à tout, un ennemi dont la règle est l'absence de règle. Elle est d'autant plus compliquée que nous ne voulons pas de dommages collatéraux qui font le jeu des Talibans »¹⁸.

Michael Hastings, Rolling Stone Magazine, 06-2010). Une commission d'enquête du Pentagone a cependant déchargé McChrystal de faute grave en 2011. Le Général David H. Petraeus succède à McChrystal en Afghanistan avant d'être nommé au poste de Directeur de la CIA ; Depuis le 18 Juillet 2011 le Général John R. Allen est en charge de l'FIAS.

¹¹ « We didn't know enough and we still don't know enough. Most of us, me included, had a very superficial understanding of the situation and history, and we had a frighteningly simplistic view of recent history, the last 50 years ». Cf. *US had 'frighteningly simplistic' view of Afghanistan, says McChrystal*, The Guardian, 07.11.2011 ; Traduction par l'auteur.

¹² « Der Einsatz hat den politischen Zweck, Solidarität mit den Vereinigten Staaten zu üben, erfüllt » Cf. *Kujat, Bundeswehr kann weiter auf USA zählen*, Mitteldeutsche Zeitung, 06.10.2011 ; Traduction par l'auteur.

¹³ « Wenn man aber das Ziel zum Maßstab nimmt, ein Land und eine Region zu stabilisieren, dann ist dieser Einsatz gescheitert » Cf. *Kujat, Bundeswehr kann weiter auf USA zählen*, Mitteldeutsche Zeitung ; Traduction par l'auteur.

¹⁴ « Wenn wir 2014 aus Afghanistan rausgegangen sind, dann werden die Taliban die Macht in wenigen Monaten wieder übernehmen » Cf. *Kujat, Bundeswehr kann weiter auf USA zählen*, Mitteldeutsche Zeitung, 06.10.2011 ; Traduction par l'auteur.

¹⁵ Union pour un Mouvement Populaire.

¹⁶ Cf. Discours du Premier ministre au Camp Port-Bouët à Abidjan (Côte d'Ivoire), 15.07.2011, consulté le 06.11.2011 sur www.gouvernement.fr.

¹⁷ « IED » dans le texte, c'est à dire « Improvised Explosive Device ».

¹⁸ Cf. *Audition au Sénat de l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées*, 30.06.2010, consulté le 10.11.2011 sur www.defense.gouv.fr.

Il est de fait impossible de nier que depuis le début des opérations en Afghanistan, la situation se dégrade continuellement. En 2002 on dénombrait 70 morts parmi les forces de la coalition. Le chiffre des victimes augmente ensuite graduellement mais continuellement pour atteindre 711 morts en 2010¹⁹ ; et entre Janvier et début Novembre 2011 on compte déjà plus de 512 soldats tombés au combat²⁰.

Aux côtés des États-Unis avec actuellement plus de 90.000 soldats, de la Grande-Bretagne avec 9.500 soldats et de l'Allemagne avec 5.000 soldats engagés, la France est l'un des plus importants contributeurs à la FIAS avec 4.000 soldats déployés en Afghanistan²¹ (incluant 200 personnels des unités de soutien à Douchanbé, Tadjikistan). Hormis les forces armées, les hommes de la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense (sécurité militaire) sont également très impliqués, notamment dans le cadre du contrôle et de la surveillance des 1.600 afghans employés par l'armée française et dont celle-ci dépend²². Enfin on compte un contingent d'environ 150 gendarmes qui participe à la formation de la police afghane.

Ce dispositif humain est soutenu par un important déploiement matériel et logistique. La France engage ainsi (entre autre) : 418 transports de troupe blindés à roues Renault VAB (sur les 3.585 véhicules de ce type que possède l'armée), 65 véhicule blindés légers²³, 13 blindés à roues Giat AMX-10RC équipés d'un canon de 105mm, 7 canons de 155mm autotractés de type Giat-Renault Caesar, 8 transports de troupes Nexter-Renault VBCI²⁴, équipés d'un canon haute vitesse à tir rapide de 25mm, ainsi que de 78 camions, auxquels s'ajoutent différents véhicules spécialisés. La composante aérienne est elle aussi non négligeable avec quatre hélicoptères d'attaque Eurocopter Tigre, cinq hélicoptères de transports Eurocopter de type Cougar et Caracal et cinq hélicoptères multirôles de type Aérospatiale Gazelle. Il faut souligner que cette composante est particulièrement importante dans un pays montagneux ou il est absolument nécessaire de disposer d'appareils capables d'intervenir rapidement en appui-feu, d'aéro-transporter des renforts lors d'un accrochage et d'assurer l'évacuation médicale d'urgence quelque soit le terrain. À ces appareils s'ajoute depuis 2007 un détachement de six avions²⁵ de combat basés à Kandahar et un détachement de drones de type SIDM Harfang assure la reconnaissance à partir de la base de Bagram. Enfin un Boeing C-135 FR assure le ravitaillement en vol et deux avions de transport C-160 Transall complètent le dispositif en assurant les missions de transport tactique sur théâtre à partir de Douchanbé au Tadjikistan²⁶.

Notons également que certains matériels ont dus être acquis spécialement pour répondre aux besoins de la situation dégradée à laquelle doivent faire face les forces sur place. C'est le cas, par exemple, des 11 transports de troupes blindés Nexter Aravis spécialement conçus

¹⁹ Statistiques fournies par icasualties.org, consulté le 06.11.2011.

²⁰ Statistiques fournies par icasualties.org, consulté le 06.11.2011.

²¹ Cf. *Afghanistan : 250 soldats français de plus*, Le Figaro (avec AFP), 04.07.2010.

²² Cf. *La DPSD très engagée en Afghanistan*, Jean-Marc Tanguy, Blogspot, 14.04.2011, consulté le 06.11.2011

²³ De type Panhard PVP et VBL.

²⁴ Véhicule Blindé de Combat d'Infanterie.

²⁵ De type Dassault Mirage ou Rafale selon les rotations.

²⁶ Cf. *Les chiffres clés de la Défense*, 30.09.2011, et *Le dispositif français pour l'Afghanistan*, 19.10.2011, Ministère français de la Défense, consulté le 06.11.2011 sur www.defense.gouv.fr ; *Forces françaises en Afghanistan*, Wikipedia, <http://fr.wikipedia.org>, consulté le 06.11.2011.

pour résister aux mines improvisées²⁷ (coût du contrat des 15 exemplaires commandés : environ 20 millions d'euros) ou des 5 camions de déminages spécialisés d'origine américaine de type Force Protections Inc. Buffalo (coût unitaire d'environ 10 millions de dollars). Les coûts de l'opération sont en conséquence : en 2010, le coût de l'engagement en Afghanistan est estimé à 470 millions d'euros (contre 450 millions en 2009), soit plus de la moitié des 867 millions d'euros consacrés par la France aux opérations extérieures (OPEX)²⁸.

Pour les États-Unis la facture est énorme et dépasse depuis 2010 celle (déjà très conséquente de l'Iraq). Selon le quotidien USA Today, elle s'élèverait à 105 milliards de dollars pour l'année fiscale 2010 (Iraq : 66 milliards) et devrait atteindre 117 milliards en 2011 (Iraq : 46 milliards)²⁹. À titre de comparaison et pour illustrer l'importance de l'effort engagé, le produit intérieur brut (PIB) annuel du Danemark avec ses 5,5 millions d'habitants s'élevait en 2006 à 215,6 Milliards d'euros³⁰.

L'une des raisons des coûts élevés des opérations en Afghanistan est l'enclavement du pays qui problématise l'acheminement du matériel et du ravitaillement, notamment en carburant. Ainsi le coût moyen des opérations par soldat est deux fois plus élevé que pour l'Iraq³¹. Ce qui signifie que la guerre en Afghanistan est aussi une guerre d'attrition économique. Les États-Unis ont en effet une dette officielle de 14,5 billions de dollars (qui augmente chaque jour) et qui continuera à augmenter car si on tient compte des obligations de l'État, elle atteint, selon l'économiste Laurence J. Kotlikoff, aujourd'hui déjà 211 billions de dollars³². Les États-Unis sont donc probablement en train de subir eux-mêmes le piège du « second Vietnam »³³ dans lequel, ils avaient réussi à entraîner les Soviétiques pendant la Guerre Froide³⁴. Ne pouvant vaincre de façon décisive sur le terrain, ils risquent de perdre la guerre par épuisement moral sur la longueur et sur des considérations de politique intérieure.

Pour les Talibans – ou les « insurgés » au sens large – il n'est donc pas nécessaire de gagner ne serait-ce qu'une seule bataille pour s'imposer ; il suffit de maintenir un climat d'insécurité suffisamment élevé, tout en se protégeant des coups de l'ennemi, pour le forcer hors du

²⁷ Ce type de véhicule est typique des investissements qui sont nés des guerres en Iraq et en Afghanistan et de l'obligation a) d'aéro-transporter les véhicules par C-130 Hercules et C-160 Transall et b) de mieux protéger les troupes engagées contre les dangers liées aux mines et engins explosifs improvisés. L'Aravis offre ainsi une protection contre une explosion de 50kg de TNT à 5m. Cf. *Key Data Aravis*, Army Technology, le 08.11.2011.

²⁸ Cf. *La guerre en Afghanistan coûte 1,3 million par jour aux contribuables français*, Blog de Jean-Dominique Merchet, 29.09.2010, <http://secretdefense.blogs.liberation.fr>.

²⁹ Cf. *Afghan war costs now outpace Iraq's*, Richard Wolf, USA Today, 13.05.2010.

³⁰ Cf. *Économie du Danemark*, Wikipedia, <http://fr.wikipedia.org>, consulté le 06.11.2011.

³¹ Cf. *Afghan war costs now outpace Iraq's*, Richard Wolf, USA Today, 13.05.2010.

³² Cf. *A National Debt Of \$14 Trillion? Try \$211 Trillion*, National Public Radio, 06.08.2011, www.npr.org, consulté le 06.11.2011.

³³ Notons que ce raccourci est très imparfait et qu'il n'est utilisé qu'à titre d'illustration. Lors de la Guerre du Vietnam, l'engagement politique pour la paix de la population américaine a joué un rôle essentiel dans le retrait des forces américaines, ce qui n'est pas le cas dans « la Guerre contre la Terreur » ; N'oublions pas non plus que malgré le choc de l'Offensive du Têt en 1968, lancée par le Viêt-Cong et l'armée populaire vietnamienne avec une force combinée de plus de 80.000 hommes, les États-Unis, ont prévalu tactiquement ; la défaite n'était donc pas militaire mais politique. En Afghanistan, la situation est différente parce que même si l'intensité des combats est bien moindre – au Vietnam les États-Unis perdent plus de 58.000 soldats – la situation sécuritaire se dégrade d'année en année au détriment des forces de la coalition. L'impact de cette situation dégradée sur la perception de la guerre en Occident est néanmoins analogue à la situation au Vietnam.

³⁴ Cf. *Les Révélations d'un Ancien Conseiller de Carter: « Oui, la CIA est Entrée en Afghanistan avant les Russes »*, Le Nouvel Observateur, 15-21.01.1998.

territoire en l'obligeant à un effort financier hors de proportion avec l'objectif poursuivis et la plus-value espérée par la poursuite de l'opération³⁵, puis à reprendre le pouvoir lorsque ce dernier aura évacué le terrain. On observe ainsi depuis quelques mois un retrait tactique des Talibans vers les villes frontières du Pakistan en réponse aux succès des opérations « kill or capture », c'est à dire des raids, souvent nocturnes, des forces spéciales américaine ayant pour but de « tuer ou de capturer » les chefs Talibans. Une tactique favorisées par le Général David Petraeus et qui aurait permis d'éliminer dans la province de Kunduz, par exemple, plus de la moitié des chefs Talibans³⁶. Notons que cette tactique, qui semble obtenir de bons résultats militaires, est très contestée par le gouvernement afghan qui ne cesse de demander son arrêt ou le transfert de la responsabilité des opérations aux forces de sécurité afghanes (ce qui aurait sans doute pour effet de suspendre les opérations)³⁷. La seconde tactique³⁸ favorisée par les américains depuis peu consiste à mettre en place des milices locales comme l'Afghan Local Police (ALP) ou les CIP-Guards³⁹. Cette tactique pose elle aussi d'énormes problèmes puisqu'elle est en contravention avec la Constitution afghane qui prévoit un monopole de la force armée par le gouvernement, un monopole que contestent ces structures parallèles et concurrentes à la police nationale (ALP⁴⁰) et à l'armée nationale (ANA⁴¹). Chose aggravante, ces milices sont par nature très peu contrôlées par le pouvoir central. Donc le corollaire à la mise en place de ces milices est qu'elles servent surtout les intérêts personnels de chefs locaux ou tribaux et il est de notoriété publique qu'elles terrorisent et rançonnent à grande échelle la population⁴². Il est donc très probable que les modestes résultats tactiques obtenus par la mise en place de ces milices iront gravement et durablement à l'encontre des objectifs stratégiques à long terme de la coalition.

Si le dispositif militaire engagé par les pays de la coalition, et notamment la France, est conséquent, les pertes humaines chez l'ennemi le sont aussi. Les Talibans compteraient selon les dépêches d'agences de presse environ 35.000 morts au combat en Afghanistan entre 2001 et 2011⁴³ auxquels s'ajoutent environ 17.000 morts dans les combats qui ont eu lieu sur le sol Pakistanais⁴⁴. Encore aujourd'hui la guerre ne se limite pas à de simples escarmouches : début Novembre, après avoir franchit la frontière pakistanaise, un groupe de plus de 60 Talibans sont tués au cours d'une attaque sur une base de la coalition à Bermal dans le Sud de l'Afghanistan⁴⁵. On le voit la « Guerre contre la Terreur » n'est pas limitée aux

³⁵ De façon très peu différente, l'URSS a été mise à genoux par les États-Unis lors de la Guerre Froide en étant entraînée dans une course aux armements, notamment avec la « Guerre des Étoiles », c'est à dire la SDI (Strategic Defense Initiative), à laquelle le système soviétique ne pouvait économiquement survivre, n'étant pas adapté au terrain du combat sur lequel les USA avait réussi le leur.

³⁶ Cf. *Every Nato kill-capture mission in Afghanistan detailed and visualised*, Simon Rogers, The Guardian, 12.10.2011 ; *Rezept für den Bürgerkrieg*, Christoph Reuter, Der Spiegel, 4/9/2011.

³⁷ Cf. *Traditional Loya Jirga - Advisory Declaration*, Kaboul, 2011. Document téléchargé le 06.12.2011 à partir du site l'Ambassade d'Afghanistan au Canada (<http://www.afghanemb-canada.net>).

³⁸ Cette tactique a déjà été utilisée avec un certain succès en Irak.

³⁹ CIP signifie Critical Infrastructure Projects (Projets Infrastructurels Critiques).

⁴⁰ Afghan National Police.

⁴¹ Afghan National Army.

⁴² Cf. *Rezept für den Bürgerkrieg*, Christoph Reuter, Der Spiegel, 4/9/2011 ; *Misstrauen regiert in Afghanistan*, Marc Thörner, Hintergrund Politik, Deutschlandfunk, 04.12.2011.

⁴³ Cf. *List of Taliban fatality reports in Afghanistan*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 08.11.2011.

⁴⁴ Cf. *List of Taliban fatality reports in Pakistan*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 08.11.2011.

⁴⁵ Cf. *Afghanistan clash 'kills dozens of Taliban' in Paktika*, BBC, 09.11.2011, consulté le 09.11.2011.

frontières afghanes, et entre 2004 et Octobre 2011 les drones américains ont tués au moins 2.308 personnes sur le sol pakistanais⁴⁶.

Quant aux pertes totales de la coalition, elles s'élèvent aujourd'hui à 2.793 morts⁴⁷. Les USA déplorent à eux seuls 1.761 morts et les Britanniques, très impliqués dans la province disputée du Helmand, au Sud du pays, et centre de la culture de l'opium⁴⁸, comptent 385 morts début Novembre 2011⁴⁹. Notons que depuis 2007 les pertes au combat sont en grande partie (40 à 60%) provoquées par des mines et engins explosifs improvisés⁵⁰ dont le nombre est en constante augmentation. En 2010 on dénombrait 14.661 mines et engins explosifs improvisés, soit 62% de plus qu'en 2009. Ces attentats à l'explosif ont entraînés la mort de 268 soldats américains (sur un total de 499 morts américains au combat⁵¹), soit 60% de morts en plus que par rapport à l'année précédente ; à ceux-ci s'ajoutent 3.366 GIs blessés par les mines et engins explosifs improvisés, soit 178% de plus que l'année précédente⁵². Signe des temps et de la barbarisation croissante de la guerre, les attentats à l'explosif sont conçus de façon de plus en plus perfides, puisqu'après la détonation de la première charge, il n'est pas rare que les secours soient, à leur arrivée sur les lieux, touchés par une détonation secondaire, voir tertiaire⁵³.

La France, elle, a eu à déplorée entre 2005 et 2011 pas moins de 57 morts au combat (dont 14 en 2010 et déjà 18 en 2011⁵⁴) auxquels s'ajoute 18 décès non directement liés aux opérations de guerre, soit 75 morts au total. À ces morts s'ajoutent entre début 2005 et Janvier 2010, 300 blessés, dont 155 pour la seule année 2009⁵⁵. Ces chiffres sont le signe incontestable de l'accroissement récent de l'intensité des combats. Ceci-dit, il n'existe pour les pays de la coalition aucun risque d'attrition humaine puisque si – soulignons-le – chaque soldat tombé au combat est un soldat de trop, il faut mettre ces chiffres en relation avec la puissance démographique des pays impliqués. Dans le cas de la France, « seulement » 75

⁴⁶ Cf. *Botschafter des Todes*, Andreas Lorenz, Juliane von Mittelstaedt, Gregor Peter Schmitz, Der Spiegel, 42/2011.

⁴⁷ 06.11.2011.

⁴⁸ Cf. *Afghanistan Drug Control, Strategy Evolving and Progress Reported, but Interim Performance Targets and Evaluation of Justice Reform Efforts Needed*, United States Government Accountability Office (GAO), GAO-10-291 03-2010, www.gao.gov.

⁴⁹ Cf. *Coalition casualties in Afghanistan ; British Forces casualties in Afghanistan since 2001*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 14.11.2011 ; *Operation Enduring Freedom/Afghanistan*, www.icasualties.org, consulté le 06.11.2011.

⁵⁰ Cf. *Operation Enduring Freedom/Afghanistan*, www.icasualties.org, consulté le 06.11.2011.

⁵¹ Cf. *Operation Enduring Freedom/Afghanistan*, www.icasualties.org, consulté le 06.11.2011.

⁵² Cf. *Number of U.S. casualties from roadside bombs in Afghanistan skyrocketed from 2009 to 2010*, Craig Whitlock, The Washington Post, 25.01.2011

⁵³ Le but final de cette tactique est d'instaurer un climat de peur exacerbé dans les rangs des soldats de la coalition et donc briser le moral des troupes qui partent maintenant en mission en sachant que dans le cas d'un accrochage l'arrivée des secours et l'évacuation des blessés sera tactiquement retardé par l'ennemi; quant aux personnels chargés des secours, normalement neutres et non armés, ils doivent partir à la rescousse des soldats tombés sur le champ de bataille en calculant la forte éventualité d'être eux-mêmes touchés par une action hostile (tireurs d'élites ou charges explosives) puisque l'arrivée des secours est une constante connue par l'ennemi. Cette barbarisation du conflit a obligé à partir de 2009 les forces américaines, britanniques, françaises et allemandes notamment à ne plus arborer l'emblème de la Croix-Rouge, systématiquement pris pour cible, et à armer les véhicules ambulances pour l'auto-défense. Cf. *Deutsche Bundeswehr verzichtet auf Rotkreuz-Emblem*, Der Standard, 25.07.2009.

⁵⁴ Au 06.11.2011.

⁵⁵ Cf. *Pertes militaires françaises en Afghanistan (2001-2011)*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 06.11.2011.

hommes sont tombés au cours des combats en Afghanistan sur une population de plus de 65 millions d'habitants alors que pendant la même période (2005-2010) les accidents routiers ont été responsables en France métropolitaines de 27.189 décès⁵⁶. On le comprend, économiquement l'effort de guerre est de nature à entraîner des décisions politiques et éventuellement un retrait ; démographiquement l'effort de guerre est, lui, plus que négligeable⁵⁷, mais les répercussions médiatiques et morales des pertes humaines sont elles aussi de nature à entraîner des décisions politiques et éventuellement un retrait en privant les instances politiques des pays engagés du soutien de leur corps électoral.

En fait, dans les guerres asymétriques, ce sont en réalité les populations civiles locales prises dans les combats, souvent sans protection durable, et sans espoir de pouvoir échapper aux méfaits du conflit, qui sont les premières victimes. Actuellement, dix ans donc après le début du conflit, le niveau des pertes civiles est toujours aussi alarmant. L'UNAMA⁵⁸ a ainsi recensé 1.462 décès de civils afghans liés aux combats au cours des six premiers mois de 2011 soit une hausse de 15% par rapport à la même période de 2010 et parmi ces morts, 444 sont à attribuer à des mines et engins explosifs improvisés. Dans 80% des cas les insurgés sont responsables de ces morts⁵⁹. Mais les tactiques de la coalition ne sont pas exemptes de toute critique. En effet, les frappes aériennes ont entraîné des centaines de victimes civiles⁶⁰ et l'utilisation à grande échelle de drones armés⁶¹ depuis 2007 est, elle aussi, hautement problématique, non seulement du point de vue légal, mais aussi puisqu'elle entraîne des pertes humaines collatérales importantes, qui selon une étude américaine pourraient atteindre le ratio de dix morts innocents pour chaque ennemi tué⁶².

Ces statistiques sont particulièrement inquiétantes pour l'avenir de l'Afghanistan si l'on considère que le pays souffre d'au moins quatre maux endémiques qui l'incapacitent au plus haut point : l'inefficacité de l'armée et des forces de police, l'échec – du moins en grande partie – des mesures d'aide au développement politique et économique, l'importance de la culture et du marché de la drogue qui sert de source de financement de tous les groupes armés ainsi que la corruption rampante à tous les niveaux de la société.

⁵⁶ Cf. *Prévention et sécurité routières*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 06.11.2011.

⁵⁷ Pendant les quatre ans que dure la première guerre mondiale (1914-1918) la France compte 1,4 million de tués et de disparus, soit 10 % de la population masculine active (Cf. *Première Guerre Mondiale*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 06.11.2011).

⁵⁸ United Nations Assistance Mission in Afghanistan.

⁵⁹ Cf. *Afghan civilian deaths rise, insurgents responsible for most casualties*, UNO, UN News Center, 14.07.2011, consulté le 06.11.2011.

⁶⁰ Les incidents les plus notables ayant entraîné la mort de civils sont les suivants : Hyderabad, 2007, entre 45 et 100 morts civils en plus des tués chez l'ennemi ; Azizabad, 2008, entre 78 et 92 morts ; Deh Bala, 2008, 47 morts dont 39 femmes et enfants ; Granai, 2009, entre 86 et 145 morts dont 93 enfants ; Kunduz, 2009, plus de 100 civils tués sur les 179 morts recensés ; Sangin, 2010, entre 39 et 52 morts presque tous femmes et enfants ; Uruzgan, 2010, entre 27 et 33 morts. Cf. *Azizabad airstrike, Deh Bala wedding party bombing, Granai airstrike, Hyderabad airstrike, Kunduz airstrike, Sangin airstrike, Uruzgan helicopter attack*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 10.12.2011.

⁶¹ Les drones sont souvent de type General Atomics MQ-1 Predator armés de missiles antitanks Lockheed Martin AGM-114 Hellfire II ou de type General Atomics MQ-9 Reaper armés lui aussi de missiles Hellfire, mais avec une capacité d'emport augmentée permettant d'utiliser des bombes de 500lb/227kg à guidage laser de type Lockheed Martin / Raytheon GBU-12 Paveway II.

⁶² Cf. *Do Targeted Killings Work ?*, Daniel L. Byman, Foreign Policy, 14.07.2009.

Considérons la situation des forces de sécurité. Dans un pays en crise comme l’Afghanistan, la mise en place de forces de sécurité régulières respectueuses des droits de l’Homme et capables de protéger les institutions du pays est primordiale. Pourtant aujourd’hui encore cette mission est loin d’être accomplie. Le manque de discipline est légendaire et perturbe gravement le fonctionnement de l’armée, par exemple parce que le gasoil des véhicules est siphonné à grande échelle pour être revendu au marché noir⁶³, ou parce que le taux de désertion est énorme⁶⁴ : sur les 25.000 hommes recrutés de 2003 à 2005 pas moins de 18.000 ont déserté et même si la situation s’est graduellement améliorée, un audit de 2008 estime que sur les 32.000 soldats des unités de premières lignes 6.000 (soit 19%) auraient déserté⁶⁵. En 2009 l’armée afghane comptait 90.000 hommes et la police 80.000 hommes ; aujourd’hui les forces de sécurité comptent respectivement 172.000 et 134.000 hommes (officiellement) mais ces statistiques ne disent rien de l’efficacité, ni même de la disponibilité réelle, de ces hommes. Pire encore, les rangs des forces de l’ordre compteraient de plus en plus d’enfants qui contribueraient à faire vivre leurs familles avec la solde de 140 euros que les policiers perçoivent⁶⁶ et selon un rapport de Mai 2011 publié par Oxfam, 40.000 policiers n’auraient quasiment aucune formation, et cette année la durée normale de la formation a été ramenée de huit à six semaines. Ainsi il n’est pas étonnant que le nombre des forfaits des forces de sécurité envers la population atteigne un niveau particulièrement alarmant dans un climat général de quasi-impunité. Ainsi, en Octobre 2011, l’ONU publie un rapport selon lequel la torture est utilisée par les forces de sécurité afghanes de « façon systématique » pour l’acquisition de renseignements tactiques⁶⁷. En outre le taux d’analphabétisme dans les forces de sécurité est encore supérieur à 50% et le taux d’analphabétisme des nouvelles recrues est même de 86%⁶⁸ ce qui empêche toute formation rapide et efficace. Hors, selon une étude américaine, les forces de sécurité afghanes ne seront à même de remplir leur mission de façon efficace⁶⁹ que lorsqu’elles pourront compter sur au moins 250.000 soldats et 100.000 policiers⁷⁰. Ainsi les stratèges du gouvernement américain estimaient en 2009 que le coût du programme de renforcement des capacités opérationnelles des forces de sécurité afghanes devrait être de 10 à 20 milliards de dollars jusqu’en 2015/2016⁷¹.

⁶³ *Rezept für den Bürgerkrieg*, Christoph Reuter, Der Spiegel, 49/2011.

⁶⁴ Beaucoup ont d’ailleurs désertés armes et bagages pour se joindre à l’ennemi (Talibans ou Seigneurs de Guerre).

⁶⁵ Cf. *US headache over Afghan deserters*, Gareth Porter, Asia Times, 26.11.2009.

⁶⁶ Cf. *No Time to Lose, Promoting the Accountability of the Afghan National Security Forces*, Rebecca Barber, Oxfam, 2010.

⁶⁷ Selon cette étude 46% des suspects arrêtés par les services secrets (National Directorate of Security) auraient été torturés pour obtenir des informations (y compris des mineurs) et environ le tiers des suspects arrêtés par la police (Afghan National Police) auraient été gravement maltraités ou torturés. Cf. *Treatment of Conflict Related Detainees in Afghan Custody*, UNAMA, UN Office of the High Commissioner for Human Rights, 10-2011.

⁶⁸ Cf. *Afghan Security Forces Grow in Numbers, Quality*, Cheryl Pellerindate, 23 05.2011, US Department of Defense, www.defense.gov, consulté le 06.11.2011.

⁶⁹ « Only when Afghan security forces reached those numbers would they achieve the level necessary for success in counterinsurgency », in *US Plans Vastly Expanded Afghan Security Forces*, David E. Sanger, New York Times, 19.03.2009.

⁷⁰ Actuellement (Octobre 2011) les forces armées afghanes comptent 172.000 hommes et montent en puissance avec un objectif de 260.000 hommes à l’horizon 2015 in *Afghan Militant Attacks, Violence Drop First Time in Five Years*, Viola Gienger, Business Week / Bloomberg, 28.10.211, quant aux forces de polices, elles comptent (automne 2011) environ 134.000 hommes in *Afghan Security Forces Grow in Numbers, Quality*, Cheryl Pellerindate, US Department of Defense, 23 05.2011.

⁷¹ Cf. *US Plans Vastly Expanded Afghan Security Forces*, David E. Sanger, New York Times, 19.03.2009

Pour toutes ces raisons, il est particulièrement improbable que les forces afghanes aient la capacité d'assurer la stabilité du pays après le départ programmé des troupes étrangères en 2014, en particulier si les moyens aériens sont retirés. Donc si l'Occident veut maintenir un certain niveau d'efficacité des forces de sécurité afghanes, et donc une certaine stabilité et continuité, il sera non seulement nécessaire d'investir des sommes considérables, mais aussi de garantir un encadrement et un entraînement adéquat, soit à l'aide de « consultants » issus des forces armées occidentales et détachés auprès du gouvernement Afghan, soit par le recours à des Sociétés Militaires Privées qui sont déjà très impliquées en Afghanistan puisque selon les chiffres officiels, il y aurait actuellement plus de 90.000 « contractors⁷² » dans le pays⁷³.

Ces incertitudes concernant les forces de sécurité reflètent l'instabilité gouvernementale que ni les élections présidentielles de 2004, ni – surtout – celles de 2009 n'ont réussi contrebalancer ; bien au contraire. Les premières élections démocratiques du pays, en 2004, avaient déjà été entachées de nombreuses irrégularités⁷⁴, mais elles avaient également été le fruit d'un important effort d'organisation de la communauté internationale dans une situation très difficile⁷⁵ et elles avaient permis de statuer un acte fondateur symbolique porteur d'espoir. Pourtant, si l'espoir était d'obtenir une amélioration graduelle de la situation en s'appuyant sur cet acte fondateur, même imparfait, le résultat est plus que décevant. En 2009 les actes de fraude ont en effet été extrêmement importants – notamment de la part du camp du Président sortant, mais pas seulement – et la participation générale beaucoup plus faible qu'en 2004. Ainsi la commission de contrôle électorale⁷⁶ de l'ONU aurait selon le *Times* de Londres (les résultats officiels n'ont pas été rendus publics) invalidés au total 1,26 millions de votes et le nombre de voix accordé à Hamid Karzai (d'origine pachtoune) auraient été ramenés de 3,1 à 2,1 millions. Quant au deuxième tour des élections, il n'a été évité qu'après le retrait du candidat arrivé second, Abdullah Abdullah (d'origine pachtoune et tadjik) préalablement Ministre des Affaires Étrangères de 2001 à 2006 et un ancien proche de Ahmad Shah Massoud, l'icône de la résistance contre les Soviétiques⁷⁷. Mais en réalité personne ne connaîtra jamais le résultat des suffrages et donc le souhait du peuple afghan car le résultat du vote, tel qu'il a été promulgué et entériné, ne peut être perçu que comme le fruit d'une négociation et d'une pondération extra-légale des forces politiques en présence par les groupes d'intérêt nationaux et internationaux⁷⁸.

⁷² C'est à dire « contractuels », ce terme désigne généralement les employés de Sociétés Militaires Privées.

⁷³ *Department of Defense Contractors in Afghanistan and Iraq: Background and Analysis*, Moshe Schwartz & Joyprada Swain, Congressional Research Service, 13.05.2011.

⁷⁴ Cf. *Afghanistan: Saturday's Elections Were A Farce*, Christian Parenti, Democracy Now!, 12.10.2004.

⁷⁵ Des bureaux de votes avaient même été installés dans les camps de réfugiés en Iran et au Pakistan pour permettre le vote d'environ deux millions de personnes.

⁷⁶ Electoral Complaints Commission.

⁷⁷ Ahmad Shah Massoud a été assassiné le 9 Septembre 2001 par deux tunisiens munis de passeports belges et se faisant passés pour des journalistes. Cet assassinat est imputé à la mouvance d'Al-Qaïda et semble avoir été coordonné avec l'attentat du 11 Septembre aux États-Unis. En 2001, les forces de Ahmad Shah Massoud, le United Islamic Front for the Salvation of Afghanistan, connues en occident sous le nom d'Alliance du Nord (Northern Alliance) étaient en lutte contre le régime mis en place par les Talibans. Cf. *The assassins*, Jon Lee Anderson, The New Yorker, 2002 ; *Inside Al-Qaeda's Hard Drive*, Alan Cullison, The Atlantic, 2004.

⁷⁸ Cf. *How the Afghan Election Was Rigged*, Peter W. Galbraith, Time Magazine, 19.10.2009.

Ce résultat ne peut donc qu'être décevant pour des élections qui ont coûtées 488,6 millions de dollars (les élections présidentielles de 2004 et les élections du Conseil de 2005 n'avaient coûté que 416 millions de dollars) mais ce résultat est aussi inquiétant à deux titres pour l'avenir de l'Afghanistan. Tout d'abord comment est-il maintenant possible de promouvoir auprès du peuple Afghan les bienfaits de la démocratie si les représentants de ces démocraties (ONU et troupes de la FIAS) se font ouvertement complices de fraudes électorales de cette ampleur ? Nonobstant les intérêts géopolitiques logiques, du moins à court terme, d'entériner une élection, même entachée d'irrégularités, une telle attitude – qui empêche une représentation équitable et transparente des différents groupes d'intérêts et des différentes sensibilités ethniques et politiques du pays, ne peut, à moyen terme, qu'inciter le peuple afghan à privilégier un retour aux formes traditionnelles et décentralisées de gouvernement, or ce développement va à l'encontre de l'objectif principal de la coalition : créer un État national afghan fort et centralisé.

Le vote afghan répond en effet au moins autant – si ce n'est plus – à des considérations tribales qu'individuelles, comme le rappelait lui-même le Président Hamid Karzai lors d'une interview au *Figaro* en 2009 : « L'Afghanistan, c'est une société traditionnelle, tribale. Les gens votent collectivement (...) En 2004, j'ai obtenu 54,5 % au premier tour, grâce au soutien du Sud, de Kaboul et d'Hérat. Cette fois-ci, je bénéficie du soutien supplémentaire de la communauté ouzbèke et d'une bonne partie des Hazaras et des Tadjiks »⁷⁹. Dans ce contexte et suite aux turbulences de sa réélection, il n'est pas étonnant que le Président affirme en Décembre 2011 que l'Afghanistan n'adoptera jamais une « démocratie de type occidental et (...) [que la démocratie afghane] sera définie par les traditions et les Afghans eux-mêmes, pas par l'Occident »⁸⁰.

Il faut aussi noter qu'en marge des institutions élues, le Président afghan réserve un rôle très important à la *Loya Jirga* (la Grande Assemblée) qui est certes une institution traditionnelle, mais qui entre de fait en concurrence avec les institutions législatives et exécutives du pays. Ainsi, à l'instigation de Hamid Karzai lui-même, la décision relative à l'alliance stratégique avec les Américains n'a pas été prise par le Parlement élu, mais par la *Loya Jirga*⁸¹, composée de 2.000 membres nommés⁸² par le Président et qui s'est réunie du 16 au 19 Novembre 2011⁸³. Illustration des conflits d'intérêts engendrés par la duplication des structures représentatives, la *Loya Jirga* est déclarée illégale par le Parlement dans son ensemble, alors que 171 députés de ce même Parlement y ont annoncé leur participation⁸⁴. Mais pour Hamid Karzai, la constitution de la *Loya Jirga* – avec ses membres cooptés – était essentielle car il lui a été ainsi possible d'obtenir une certaine légitimité tout en contournant les incertitudes parlementaires concernant la décision relative à l'alliance stratégique avec les Américains dont Hamid Karzai est le premier bénéficiaire puisque cette alliance garantit le statut-quo et donc son maintien au pouvoir.

⁷⁹ Cf. Karzai : « Je ne serai pas une marionnette des États-Unis », Renaud Girard, Le Figaro, 07.09.2009.

⁸⁰ Cf. *Für immer bleiben*, Matthias Gebauer & Christoph Reuter, Der Spiegel, 49/2011 ; Traduction par l'auteur.

⁸¹ Cf. *Für immer bleiben*, Matthias Gebauer & Christoph Reuter, Der Spiegel, 49/2011.

⁸² Cf. *Karzai verspricht viel - und dann passiert nichts*, Christoph Reuter, Der Spiegel, 06.12.2011.

⁸³ Cf. *Traditional Loya Jirga - Advisory Declaration*, Kaboul, 2011. Document téléchargé le 06.12.2011 à partir du site l'Ambassade d'Afghanistan au Canada (<http://www.afghanemb-canada.net>).

⁸⁴ Cf. *Karzai verspricht viel - und dann passiert nichts*, Christoph Reuter, Der Spiegel, 06.12.2011.

Le second point particulièrement inquiétant pour l'avenir du pays concerne le calendrier : les prochaines élections présidentielles – sources de conflits inévitables, comme nous l'avons vu – devraient être tenues en 2014, c'est à dire juste au moment où les troupes occidentales doivent quitter le pays. Dans ce contexte de départ prochain des armées occidentales, il est clair que la stratégie anti-insurrection (COIN⁸⁵) « Nettoyer-Tenir-Constuire⁸⁶ », soutenue par l'action civilo-militaire (CIMIC⁸⁷) et par une doctrine consistant à utiliser « l'argent, comme un système d'arme⁸⁸ » pour gagner les cœurs et les âmes de la population neutre, devrait voir son effet s'étioler graduellement puisque les populations civiles ne peuvent que vouloir ne pas s'engager dans la collaboration afin de se protéger dans le cas d'un retour prochain des Talibans au pouvoir. Militairement ceci signifie que plus le départ annoncé des troupes occidentales se rapproche, plus la collecte d'intelligence tactique (HUMINT⁸⁹) sera difficile et que donc l'efficacité du combat contre les insurgés aura tendance à décliner en conséquence. Enfin la question est également posée de savoir comment les forces afghanes pourront être efficaces si les moyens aériens de la coalition devaient ne plus être disponibles. Deux questions restent donc en suspens : les élections de 2014 auront-elles lieu ? Et si oui, le pays résistera-t-il à l'implosion ? Notons en effet que la constitution afghane interdit à Hamid Karzai de se présenter pour un troisième mandat.

L'autre problème de l'Afghanistan est lié à l'économie profondément criminalisée qui gangrène le pays. Le pays souffre en effet de deux maux particulièrement perfides : la corruption, alimentée par l'aide occidentale, et le commerce de la drogue. Pour comprendre le contexte du problème, rappelons les données générales suivantes : en 2010 le PIB⁹⁰ par habitant est d'environ 500 à 900 dollars et celui du pays de 14 à 30 milliards⁹¹. En comparaison, entre 2001 et 2008, l'Afghanistan a reçu plus de 15 milliards d'aide à la reconstruction et au développement (dont environ 40% n'ont pas profités à la population puisqu'ils ont servis à payer les salaires, l'équipement, etc. des entreprises et institutions occidentales chargées de gérer et de distribuer cette aide)⁹². Sur ce total, l'aide américaine à la reconstruction et au développement représente environ 5 milliards alors que l'aide de la France s'est limitée à 80 millions de dollars. L'aide totale (incluant les opérations de sécurité comme par exemple la formation de la police, etc.) fournit par Washington atteint maintenant plus de 70 milliards de dollars. En comparaison, le budget annuel de l'État afghan atteint 6,4 milliards de dollars (2011) qui sont financés à 81% par la communauté internationale, mais le gouvernement afghan ne contrôle directement que 40% de son budget total, soit seulement 2,3 milliards de dollars, et cette part du budget est financée pour moitié par des revenus fiscaux et pour moitié par des dons et prêts internationaux⁹³.

⁸⁵ Counter Insurgency.

⁸⁶ Clear-Hold-Build.

⁸⁷ Civil Military Cooperation.

⁸⁸ Money As A Weapon System. Cf. *Money As A Weapon System Afghanistan, Commander's Emergency Response Program*, USFOR-A Pub 1-06, US Army, 12-2009.

⁸⁹ Human Intelligence (C'est à dire le renseignement à partir de sources humaines).

⁹⁰ Notons que le secteur agricole emploie en Afghanistan environ 87 % de la population active et constitue 42 % du PIB. Environ 35% de la population afghane est sans emploi. Cf. *Présentation de l'Afghanistan*, Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, consulté le 14.11.2011, sur www.diplomatie.gouv.fr.

⁹¹ Cf. *Afghanistan*, CIA World Fact Book, 20.10.2010, Central Intelligence Agency, www.cia.gov pour les estimations hautes et *Présentation de l'Afghanistan*, Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, consulté le 14.11.2011, sur www.diplomatie.gouv.fr pour les estimations basses.

⁹² Cf. *Falling short - Aid effectiveness in Afghanistan*, Oxfam, 2008.

⁹³ Cf. *Présentation de l'Afghanistan*, Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, consulté le 14.11.2011, sur www.diplomatie.gouv.fr.

Ainsi, l'aide internationale au développement représente le fondement sur lequel repose l'économie afghane pour son existence. Certains observateurs estiment même que l'aide au développement et l'économie liée à la présence des troupes étrangères représente 90% du produit national brut (PNB) légal⁹⁴. Aujourd'hui déjà problématique, cette dépendance et ce déséquilibre pourraient entraîner un choc et une récession dramatique de l'économie afghane – avec une implication sécuritaire évidente – si le départ des troupes étrangères n'est pas accompagné de mesures économiques palliatives d'envergures.

Pourtant, même si l'utilisation des ressources prodiguées par la coalition est imparfaite et mal contrôlée (puisque le gouvernement afghan n'est pas toujours consulté sur l'utilisation des fonds et n'en contrôle directement qu'une partie), de nombreux projets ont été menés à terme avec succès et le pays s'est incontestablement modernisé ces dernières années avec, par exemple, un bien meilleur accès aux télécommunications (il existe plus de 12,5 millions de contrats de téléphonie mobile en 2010⁹⁵) et un doublement du PIB par habitant entre 2005 et 2010⁹⁶. Malheureusement le développement de structures économiques durablement viables est gravement affecté par la corruption endémique et le climat d'instabilité légale et politique que connaît l'Afghanistan depuis dix ans. Un exemple parmi tant d'autres : dans ce pays ravagé par des années de guerre civile, le secteur de la construction publique, alimenté par les subsides de la coalition est en pleine croissance, pourtant le pays doit – encore aujourd'hui – importer quasiment tout le ciment nécessaire à ces travaux car la seule cimenterie du pays a été rachetée, lors des privatisations, par Mahmoud Karzai, le frère du Président, dans le cadre d'un investissement spéculatif et la production n'a jusqu'à aujourd'hui pas été relancée⁹⁷.

Une amélioration décisive des conditions de vie de la population n'a donc pas pu être obtenue. Selon les chiffres publiés par le Ministère des Affaires Étrangères français, l'espérance de vie en 2008 ne dépasse pas 44 ans (contre 81 ans en France⁹⁸). Quant au taux d'alphabétisation des hommes, il n'est que de 43% et celui des femmes est de seulement 22%. Conséquence, si on considère l'indice de développement humain (IDH), l'Afghanistan n'occupe – malgré tous les milliards investis et les troupes sur places – que la 181^e place sur 182 pays⁹⁹. La situation de la santé publique est ainsi dramatique. En 2003, l'Afghanistan ne comptait que 11 médecins et 18 infirmiers ou infirmières pour 100.000 habitants, et même en 2006, soit 5 ans après le début de l'occupation la situation n'est pas beaucoup meilleure : Kaboul ne compte que 1,28 lits d'hôpital pour 1.000 habitant et dans les zones rurales, la valeur statistique est de seulement 0,22¹⁰⁰ ; alors que la couverture en France est, à titre de

⁹⁴ Cf. *Karzai verspricht viel - und dann passiert nichts*, Der Spiegel, 06.12.2011.

⁹⁵ Cf. *Phones, Calculator Give a Glimpse of Mobile Tech in Afghanistan*, Priya Ganapati, Wired, www.wired.com, 30.08.2010.

⁹⁶ Qui passe de 253 à 502 dollars selon les services économiques du Ministère des Affaires Étrangères. D'autres statistiques indiquent d'autres valeurs mais l'ordre de grandeur et la tendance à la progression sont analogues. Cf. *Présentation de l'Afghanistan*, Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, consulté le 14.11.2011, sur www.diplomatie.gouv.fr.

⁹⁷ Cf. *Karzai verspricht viel - und dann passiert nichts*, Christoph Reuter, Der Spiegel, 06.12.2011

⁹⁸ Valeur moyenne hommes/femmes pour 2007 et arrondie au centième le plus proche. Selon les estimations de l'Institut de Recherche et de Documentation en Économie de la Santé. www.irdes.fr.

⁹⁹ Cf. *Présentation de l'Afghanistan*, Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, consulté le 14.11.2011, sur www.diplomatie.gouv.fr.

¹⁰⁰ Cf. *Joint WHO and Ministry of Public Health Evaluation Mission on Integrated Management for Emergency and Essential Surgical Care*, WHO, 2006.

comparaison, en 2009 de 6,6 lits, soit un ratio 30 fois plus élevé¹⁰¹ ! Or le pays compte 1,6 millions d'orphelins, 1 million de veuves, 800.000 handicapés et environ 1 millions de consommateurs de drogue dont 200.000 consomment de l'opium (2005)¹⁰². Le taux de mortalité infantile est le second du monde et le taux de mortalité des femmes à l'accouchement est aussi l'un des les plus élevés au monde. Problèmes corollaires aggravants pour la santé publique, selon USAID, dans les zones rurales, seulement 27% de la population a accès à l'eau potable (2011)¹⁰³ et selon les données de la Banque Mondiale et de l'OMS, 60,5% des enfants de moins de cinq ans qui habitent dans ces zones rurales sont mal-alimentés avec 33,7% présentant un poids inférieur à la normale (2004)¹⁰⁴. Cette situation catastrophique a pour conséquence que 20% des enfants nés meurent avant l'âge de cinq ans (2005)¹⁰⁵. Selon une enquête de la BBC de 2010 la situation se serait depuis pourtant encore aggravée¹⁰⁶, ce qui n'est pas étonnant si on considère que, selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le prix des céréales – base de la nourriture afghane – est en 2011 environ 24% plus élevé qu'en 2007/2008¹⁰⁷.

Tout ceci veut dire que les milliards d'aide occidentale n'atteignent pas les populations. En effet la manne financière internationale disparaît en grande partie dans l'économie grise et alimente la corruption. Le problème est si grave que le Président Hamid Karzai le reconnaît publiquement et déclare au *Figaro* en 2009 : « je ne vais pas nier qu'il y a un gros problème de corruption au sein de notre administration »¹⁰⁸. Difficile à nier en effet puisque le *Guardian* publiait fin 2010 le compte-rendu d'un câble diplomatique américain obtenu par *WikiLeaks* selon lequel le Vice-Président Afghan Ahmad Zia Massoud (frère du chef moudjahid disparu Ahmad Shah Massoud) avait été arrêté en Octobre 2009 à l'aéroport de Dubaï avec 52 millions de dollars en liquide dont il n'a pu expliquer la provenance ; ce qui ne l'a pas empêché d'être promptement relâché par les autorités¹⁰⁹.

Plus grave encore, en Février 2011, le Trésor américain se voit obligé d'interdire aux citoyens américains de réaliser des transactions avec l'une des plus importantes institutions financières afghane, le New Ansari Exchange, un bureau de transfert de fonds (*hawala*¹¹⁰), convaincu de blanchir l'argent de la drogue et d'organiser l'évasion des capitaux afghans. Au total plusieurs centaines de millions de dollars auraient ainsi quitté l'Afghanistan, en grande partie pour Dubaï¹¹¹. Le New Ansari Exchange aurait aussi effectué des transferts de fonds pour le compte de la Kabul Bank, elle aussi sous le coup d'un important scandale de

¹⁰¹ Cf. *Nombre total de lits d'hôpitaux, Densité pour 1 000 habitants*, OCDE, 2011.

¹⁰² Cf. *Country Profile: Afghanistan*, Federal Research Division, Library of Congress, 08-2008.

¹⁰³ Cf. *Afghan Sustainable Water Supply and Sanitation (SWSS)*, Fact Sheet, USAID, Juin 2011.

¹⁰⁴ Cf. *Malnutrition in Afghanistan Scale, Scope, Causes, and Potential Response*, Emily Levitt, Kees Kostermans, Luc Laviolette, and Nkosinathi Mbuya, World Bank, 2011.

¹⁰⁵ Cf. *Country Profile: Afghanistan*, Federal Research Division, Library of Congress, 08-2008.

¹⁰⁶ Cf. *Malnutrition in Afghan children worsens despite aid*, BBC, 04.01.2010, consulté le 15.11.2011 à l'adresse <http://news.bbc.co.uk>.

¹⁰⁷ Cf. *More than 80 percent of the Afghan population relies on agriculture for their livelihoods*, FAO, 2011.

¹⁰⁸ Cf. *Karzai : « Je ne serai pas une marionnette des États-Unis »*, Renaud Girard, *Le Figaro*, 07.09.2009.

¹⁰⁹ Cf. *WikiLeaks: Afghan vice-president 'landed in Dubai with \$52m in cash'*, Jonathan Steele & Jon Boone, *The Guardian*, 02.12.2010.

¹¹⁰ Il s'agit d'un système informel de transfert de fonds basé sur la rémission des dettes et sur la confiance entre les créanciers. Ce système traditionnel, qui échappe grandement, aux taxations et contraintes légales est très utilisé au Moyen-Orient et en Asie.

¹¹¹ Cf. *US Treasury Blacklists Afghan Money Courier*, Matthew Rosenberg, *Wall Street Journal*, 20.02.2011.

détournement de fond au titre duquel Mahmoud Karzai, l'un des frères du Président, aurait reçu – entre autres bénéficiaires proches du gouvernement – un prêt frauduleux de 22 millions de dollars¹¹². Le scandale financier, de la Kabul Bank avec un million de clients et un milliards de dollars de dépôts¹¹³, découvert en 2010, a obligé le gouvernement à reprendre le contrôle de l'institut financier au coût de 800 millions de dollars et avec certainement peu d'espoir de récupérer les 912 millions de dollars accordés sous formes de prêts frauduleux puisque, lors de l'enquête, plusieurs personnes arrêtées et inculpées ont été relâchées après l'intervention du Président Hamid Karzai¹¹⁴. Pour le pays, il pourrait s'agir d'un développement dramatique car si la crise ne pouvait être résolue, elle pourrait selon les experts américains entraîner l'effondrement du système bancaire afghan dans son entité¹¹⁵. Depuis, le problème des détournements de fonds ne semble pourtant pas avoir trouvé de solutions, au contraire : en Juillet 2011 un rapport officiel américain cité par *Associated Press* estime même que les officiels afghans font tout pour empêcher l'argent américain d'être protégé des détournements¹¹⁶.

Il serait cependant faux de croire que la corruption ne touche que les sphères du pouvoir et les fonds pourvus par la coalition. Selon un rapport de l'Asia Foundation cité par le *Guardian*, lorsqu'un acte de la vie quotidienne nécessite un dessous-de-table, les Afghans doivent s'acquitter en 2011 d'un bakchich moyen équivalent à 158 dollars, soit deux fois plus qu'il y a deux ans. Le problème géopolitique qui se cache derrière de telles pratiques est évident : la population, économiquement réduite à l'impuissance et à l'extrême précarité (en 2006, une étude du gouvernement britannique estime que 70% de la population ne dispose que de deux dollars par jour)¹¹⁷, ne peut souhaiter soutenir l'ordre en place ; il est donc certain que cette situation favorise les efforts de recrutement entrepris par les insurgés.

La corruption et le détournement de fonds seraient à eux deux un problème suffisamment grave pour nuire durablement à tout espoir de développement du pays. Ce problème est pourtant encore aggravé par son intime imbrication avec le trafic de la drogue. En 2007 la production afghane d'opium représentait selon l'ONU environ 93 % de la production mondiale et la surface cultivée correspondait à plus du double de ce qu'elle était par exemple en 1999 ou 2002¹¹⁸ alors qu'entre 2005 et 2010, les États-Unis ont débloqués plus de deux milliards de dollars dans le cadre la lutte contre la drogue en Afghanistan¹¹⁹. La culture de la drogue représente ainsi une manne annuelle d'environ 3,4 milliards de dollars (2007). Ces revenus profiteraient cependant relativement peu aux Talibans (entre 70 et 400 millions de dollars) car ceux-ci sont avec environ 106 millions pour 2007, en grande partie

¹¹² Cf. *Elaborate ruse behind vast Kabul Bank fraud*, Joshua Partlow, Washinton Post, 01.07.2011.

¹¹³ Cf. *In Afghanistan, signs of crony capitalism*, Joshua Partlow, Washinton Post, 22.02.2010 ; *Elaborate ruse behind vast Kabul Bank fraud*, Joshua Partlow, Washinton Post, 01.07.2011.

¹¹⁴ Cf. *US Treasury Blacklists Afghan Money Courier*, Matthew Rosenberg, Wall Street Journal, 20.02.2011.

¹¹⁵ Cf. *In Afghanistan, signs of crony capitalism*, Joshua Partlow, Washinton Post, 22.02.2010 ; *Elaborate ruse behind vast Kabul Bank fraud*, Joshua Partlow, Washinton Post, 01.07.2011.

¹¹⁶ « U.S. report that said Kabul officials are thwarting U.S. efforts to protect American aid money from being stolen » in *Afghanistan disputes US audit report on aid money*, Patrick Quinn, AP, 21.07.2011.

¹¹⁷ Cf. Selon le British Department for International Development in *Country Profile: Afghanistan*, Federal Research Division, Library of Congress, 08-2008.

¹¹⁸ Cf. *Afghanistan Opium Survey*, UNODC, 2007.

¹¹⁹ Cf. *Afghanistan Drug Control, Strategy Evolving and Progress Reported, but Interim Performance Targets and Evaluation of Justice Reform Efforts Needed*, United States Government Accountability Office (GAO), GAO-10-291 03-2010, www.gao.gov.

financés par des dons privés en provenance de l'étranger, notamment d'Arabie Saoudite, du Pakistan et d'Iran¹²⁰. Une part non négligeable de l'argent de la drogue profiterait donc aux cultivateurs (21%) mais la part du lion (75%) finance les milices, les policiers et politiciens corrompus, les trafiquants et les Seigneurs de Guerre impliqués dans le trafic. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le Président afghan déclare en 2009 : « Deux mois avant les élections de 2004, j'ai eu une discussion extrêmement orageuse avec les ambassadeurs américain et britannique, qui voulaient m'imposer la destruction par épandage aérien des champs de pavot. Je m'y suis opposé, leur disant qu'ils provoqueraient un soulèvement paysan comparable à celui qui eut lieu contre les Soviétiques »¹²¹. Et de fait Hamid Karzai continue, encore en 2009, selon des câbles diplomatiques américains publiés par *WikiLeaks*, à protéger les trafiquants de drogues, en amnistiant des hommes convaincus par la justice afghane de crimes liés à ce trafic, ce qui a créé certes d'importantes tensions avec les américains, mais reste finalement sans conséquences¹²².

Les liaisons dangereuses entre le business de la drogue et une situation politique opaque et hautement volatile sous fond d'impunité pour les acteurs impliqués dans des activités criminelles ne posent pas que des problèmes éthiques. Les implications et retombées au niveau de la sécurité sont réelles. Ainsi dans la province du Badakhsan, au Nord du pays, la sécurité de l'équipe provinciale de reconstruction (PRT¹²³) allemande est assurée par les hommes du Général Nazri Mahmad réputé contrôler la quasi-totalité du trafic de l'opium dans la province¹²⁴. Il ne s'agit pas d'un cas unique puisque des documents américains révélés par *WikiLeaks* et publiés par le *Daily Telegraph* font apparaître que plusieurs politiciens et chefs tribaux ont reçu des fonds importants au titre de l'aide au développement et à l'éradication des champs de pavot alors qu'ils se livraient parallèlement à des activités hostiles à la coalition¹²⁵. Il serait donc grave de sous-estimer les répercussions géopolitiques du trafic de drogue au niveau de la sécurité. Les implications de ce commerce sont illustrées de façon saisissante par un article de *l'Independent* de 2008. Selon cet article, il faut 15kg d'opium pour fabriquer 1kg d'héroïne (pure). Dans un marché situé sur le territoire Tadjik, juste derrière la frontière avec l'Afghanistan, il est possible avec 1kg d'héroïne d'acheter 30 fusils d'assaut de type Kalachnikov auprès de contrebandiers russes. Quant au kilo d'héroïne, il s'achète £600 en Afghanistan avant d'être revendu £1200 au Tadjikistan. La transaction réalisée, la drogue est acheminée par des structures mafieuses russes vers l'Europe de l'Ouest pour y être revendue environ £60 le gramme (coupé) à Londres¹²⁶. Les marges de profit accumulées le long de la chaîne économique du trafic de la drogue sont donc énormes ce qui garanti la pérennité du commerce et donc, en retour, l'approvisionnement en argent et en armes de contrebande pour les insurgés Afghan. Notons aussi qu'une fois la drogue échangée contre des armes à la frontière, l'économie mafieuse afghane tire aussi des profits du trafic d'arme puisqu'un fusil d'assaut de type

¹²⁰ Cf. *Many Sources Feed Taliban's War Chest*, Eric Schmitt, New York Times, 19.10.2009.

¹²¹ Cf. *Karzai : « Je ne serai pas une marionnette des États-Unis »*, Renaud Girard, Le Figaro, 07.09.2009.

¹²² Cf. *WikiLeaks: US complained to Karzai over drug pardons*, Ben Farmer, The Telegraph, 01.12.2010.

¹²³ Provincial Reconstruction Team.

¹²⁴ Cf. *The Public Cost of Private Security in Afghanistan*, Jake Sherman and Victoria DiDomenic, Briefing Paper, New-York University, 2009.

¹²⁵ *Wikileaks: British aid budget funded key aide to al-Qaeda*, Holly Watt, The Telegraph, 25.04.2011.

¹²⁶ En 2006. Cf. *Heroin seizures: name your own price*, Ben Goldacre, The Guardian, 21.02.2009.

Kalachnikov est acheté vers 2008 environ £50 au Tadjikistan et revendu £100 en Afghanistan, voir plus si la demande est élevée en raison des combats¹²⁷.

Au trafic de drogue, aux extorsions et détournements de fonds s'ajoute le racket lié aux contrats de services (transport et sécurité) que passe la coalition avec des entreprises locales qui sont souvent contrôlées par des personnes proches du gouvernement¹²⁸. Parmi les plus importantes entreprises de ce secteur on compte Watan Risk Management, qui est contrôlée par un cousin du Président afghan ou encore Asia Security Group contrôlée par un autre cousin du Président, Hashmat Karzai, et l'entreprise de transport Altus Supply qui est utilisée par les forces américaines stationnées à Kandahar est également aux mains de cousins du Président. Ce secteur d'activité, donc, est un oligopole de fait avec très peu d'acteurs (six), mais les sommes d'argentées gérées sont énormes : le programme de soutien logistique civil local à l'armée américaine Host Nation Trucking (HNT) dépasse en effet déjà les 2,2 milliards de dollars. Ainsi l'entreprise NCL Holdings dont le chef est Hamed Wardak, le fils du Ministre de la Défense du pays, le Général Abdul Rahim Wardak¹²⁹, a reçu 360 millions de dollars dans le cadre du programme HNT.

Cette situation, n'est évidemment pas sans implications au niveau de la sécurité. Ainsi l'entreprise Watan Risk Management détiendrait le monopole de la sécurité des transports sur la route stratégique entre Kaboul et Kandahar (483km)¹³⁰ grâce à une « collaboration » avec un Seigneur de Guerre, le Commander Ruhullah, qui percevrait 1.500 dollars par camion¹³¹. Ces paiements, qui s'élèverait à un demi-million de dollars par mois, sont évidemment refacturés à la société de transport, dans ce cas NCL et donc indirectement au contribuable américain. Sur d'autres portions du territoire, ce sont les Talibans qui contrôlent les voies de transit où ils imposent aussi le paiement d'une « taxe » pour garantir le passage du ravitaillement. Ainsi, pour résumer, l'armée américaine supporte d'un côté les dérives ploutocrates et kleptocrates du gouvernement afghan et d'un autre, elle soutient par ricochet les insurgés avec des sommes considérables. Selon plusieurs estimations la déperdition sur les contrats logistiques américains au profit des insurgés et criminels serait d'au moins 10%, c'est à dire que pour le contrat HNT, pas moins de 220 millions de dollars auraient déjà été captés par les structures de l'économie parallèle et par les insurgés¹³².

Les déperditions financières liées à aux contrats locaux et aux détournements de fonds ne sont pas à négliger du point de vue politique et géopolitique puisque, selon un rapport du gouvernement American cité par l'*Associated Press* en Août 2011, elles auraient fournies, depuis le début de la guerre, une manne d'au moins 360 millions de dollars aux Talibans

¹²⁷ Cf. *Drugs for guns : How the Afghan heroin trade is fuelling the Taliban insurgency*, Jerome Starkey, The Independent, 29.04.2008.

¹²⁸ Cf. *A Family's Influence*, The New-York Times, 05.10.2010.

¹²⁹ Le programme de logistique Host Nation Trucking, serait responsable de la moitié des pertes. Cf. *Taliban, criminals get \$360 million from US taxes*, Deb Riechmann & Richard Lardner, AP, 17.08.2011.

¹³⁰ La route stratégique Highway 1 ou « Ring Road » relie Kaboul, Kandahar, Herat et Mazar-i-Sharif, elle est donc indispensable à l'effort de guerre de la coalition.

¹³¹ Cf. *How the US Funds the Taliban*, Aram Roston, The Nation, 11.11.2009 ; *Congressional Investigation Confirms: US Military Funds Afghan Warlords*, Aram Roston, The Nation, 21.06.2010.

¹³² Cf. *How the US Funds the Taliban*, Aram Roston, The Nation, 11.11.2009 ; *Congressional Investigation Confirms: US Military Funds Afghan Warlords*, Aram Roston, The Nation, 21.06.2010.

(pour une faible part) et aux réseaux criminels incluant les élites corrompues (pour la plus grande part)¹³³.

À ce problème économique-militaire s'ajoutent les enlèvements de citoyens afghans ou occidentaux qui sont certes un moyen de pression politique mais aussi un moyen d'enrichissement criminel, notamment pour les Talibans puisque que la libération d'un otage occidental se négocie entre 600.000 dollars (2007)¹³⁴ et deux millions de dollars (2007)¹³⁵. Les Talibans revendiquent ainsi avoir reçu en 2007 un paiement de 20 millions de dollars pour la libération de 23 otages Sud-Coréens ; un paiement associé du retrait des 200 militaires que la Corée du Sud entretenait sur le territoire Afghan¹³⁶. Notons dans ce contexte que depuis le début du conflit 102 otages occidentaux ont été enlevés (16 furent exécutés), la France ayant eu à déplorer à elle seule 8 otages (tous ayant pu être libérés sains et saufs)¹³⁷.

Autrement dit, la situation de guerre larvée persistante en Afghanistan est devenue un excellent modèle de subsistance économique tant pour les insurgés d'un côté que les élites corrompues de l'autre. La volonté réelle des deux « ennemis », c'est à dire du gouvernement d'un côté et des insurgés (Talibans et Seigneurs de Guerre) de l'autre, de sortir de la situation de crise devrait, en conséquence, être à peu près inexistante puisqu'une situation de paix sur les bases d'un État démocratique impliquerait une perte de pouvoir pour les élites corrompues et de légitimité pour les insurgés. De plus ces deux acteurs perdraient le bénéfice des subsides accordés par la communauté internationale au titre de la « Guerre contre la Terreur » et donc les « bénéfices de l'économie de guerre » qu'ils se partagent. Notons également que les études les plus récentes montrent que pour beaucoup de Seigneurs de Guerre, l'appartenance aux mouvements insurgés (notamment Talibans) se fait très majoritairement plus pour des raisons d'origine mafieuses et criminelles que pour des raisons idéologiques¹³⁸.

C'est dans ce climat peu propice que s'ouvre, à Bonn en Allemagne, la 9^e Conférence sur l'Afghanistan le 5 Décembre 2011. Cette conférence avec le but de définir « l'après 2014 » répondait au leitmotiv « De la transition à la transformation »¹³⁹, elle a réuni 90 délégations et environ 1.000 délégués autour de trois thèmes névralgiques : 1) la définition des aspects civils du processus de transition au gouvernement Afghan jusqu'en 2014 ; 2) la définition de l'engagement de la communauté internationale après 2014 et 3) la définition d'un processus politique devant mener à une stabilisation durable du pays¹⁴⁰.

¹³³ Cf. *Taliban, criminals get \$360 million from US taxes*, Deb Riechmann & Richard Lardner, AP, 17.08.2011.

¹³⁴ Pour la libération de l'allemand Rudolf Blechschmidt des mains des Talibans. Cf. *Wir sind Taliban*, Matthias Gebauer & Holger Stark, Der Spiegel, 05.05.2008.

¹³⁵ Pour la libération de l'italien Gabriele Torsello. Cf. *Italy defends handling of Afghan hostage crisis*, Guardian, 12.04.2007.

¹³⁶ Cf. *2007 South Korean hostage crisis in Afghanistan*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 11.11.2011.

¹³⁷ *Foreign hostages in Afghanistan*, Wikipedia, <http://en.wikipedia.org>, consulté le 11.11.2011.

¹³⁸ Cf. *How Opium Profits the Taliban*, Gretchen Peters, United States Institute of Peace, 2009, www.usip.org.

¹³⁹ From Transition to Transformation.

¹⁴⁰ Cf. *Weichen für die Zukunft Afghanistans stellen*, Auswärtiges Amt, Communiqué de Presse, 04.12.2011.

Les prémices étaient peu encourageantes. Circonstance aggravante, les Talibans « modérés » ont certes été invités à la table des négociations¹⁴¹, mais le mullah Mohammad Omar, le chef spirituel – et le personnage clé du mouvement, comme en atteste l'ex-Directeur des services secrets pakistanais (ISI¹⁴²), Hamid Gul¹⁴³ – a refusé sa participation¹⁴⁴. Le Président Hamid Karzai, lui, déclarait encore début Octobre, peu après l'assassinat de l'ancien Président afghan (1992-1996) Burhanuddin Rabbani¹⁴⁵, que des négociations avec les Talibans sont vaines et que la solution aux problèmes du pays réside dans une négociation avec le Pakistan¹⁴⁶. Parallèlement, les américains accusent très officiellement les services secrets pakistanais (ISI) de supporter directement les « insurgés » du Réseau Haqqani, alliés des Talibans, et responsables d'une attaque d'envergure hautement symbolique contre l'ambassade américaine de Kaboul et contre le Quartier Général de l'OTAN à Kaboul en Septembre 2011¹⁴⁷.

L'actuelle volatilité de la situation est illustrée (et aiguillonnée) par le Président Hamid Karzai lui-même qui déclarait, fin Octobre 2011, que dans le cas d'une guerre entre le Pakistan et les États-Unis, l'Afghanistan soutiendrait le Pakistan¹⁴⁸. De fait, l'interview¹⁴⁹ donnée en Novembre 2010 à *France24* par l'ex-Directeur des Services Secrets pakistanais (ISI), Hamid Gul, lors de laquelle il déclare que les Talibans « s'engagent pour la défense des deux fondamentaux de la société : la Foi et la liberté » et lors de laquelle il constate aussi « une défaite des armées d'occupation occidentales sur le terrain », ne laisse planer que peu de doute sur l'implication et le soutien donné aux Talibans dans un Afghanistan que le Pakistan semble considérer de plus en plus ouvertement comme son « pré carré ». Quant à la population, elle considère dans sa majorité les troupes étrangères comme des troupes d'occupation, mais elle déclare aussi dans sa majorité que lorsque celles-ci se retireront du pays, la guerre civile éclatera inéluctablement¹⁵⁰.

Malgré les déclarations de bonne intention des diplomates, les résultats de la conférence de Bonn sont, au final, peu convaincants et les mesures prises ressemblent à autant d'aveux d'échecs sur les dix dernières années. Les États de la coalition s'engagent surtout à soutenir l'Afghanistan financièrement et militairement jusqu'en 2024. Quant aux représentants Afghans, ils s'engagent à garantir une représentation pluraliste et une coexistence harmonieuse des habitants du pays avec pour but l'établissement d'un État démocratique. Ils s'engagent aussi à renforcer les institutions de l'État de droit, à respecter les Droits de

¹⁴¹ Cf. *Teilnahme gemäßigter Taliban an Afghanistan-Konferenz in Bonn*, DAPD, 10.11.2011.

¹⁴² Inter-Services Intelligence.

¹⁴³ Cf. General Hamid Gul, Former Director of Pakistani Intelligence Services (ISI), *France24*, Entretien avec Matthieu Mabin, 17.11.2010.

¹⁴⁴ Cf. *Istanbul and Bonn Conferences: Building Blocks of the Afghan Transition Process*, Peace Brief 105, United States Institute of Peace, www.usip.org, 20.11.2011.

¹⁴⁵ L'attentat a été revendiqué par les Talibans.

¹⁴⁶ Cf. *Karzai: Talking Peace With Taliban Futile*, Voice Of America, www.voanews.com, 01.10.2011.

¹⁴⁷ Cf. *Pakistan accused of backing Kabul embassy attack*, *France24/Reuters*, 22.09.2011 ; *US Embassy and NATO Headquarters Attacked in Kabul*, *New-York Times*, 13.09.2011 ; *US embassy in Kabul under attack*, *News Blog*, *The Guardian*, 13.09.2011.

¹⁴⁸ *U.S. reacts with dismay after Karzai says he would side with Pakistan in a war against America*, Leon Watson, *Daily Mail*, 24.10.2011.

¹⁴⁹ Cf. General Hamid Gul, Former Director of Pakistani Intelligence Services (ISI), Entretien avec Matthieu Mabin, 17.11.2010.

¹⁵⁰ Cf. *Afghanen betrachten Nato-Soldaten als Besatzer*, *Der Spiegel*, 18.10.2011.

l'Homme et particulièrement le droit des femmes¹⁵¹ et à poursuivre la lutte contre la corruption qui est élevée au rang de priorité nationale. Enfin la conférence prévoit un « engagement réciproque » stipulant que le paiement de subsides financiers par l'Occident est lié à l'obtention de certains résultats et au respect, de la part des autorités Afghanes, de certains critères au niveau de la lutte contre la corruption et de la mise en place d'un État de droit¹⁵² (mais l'Occident sera probablement obligé de payer quelle que soit l'attitude du gouvernement Afghan si il ne veut pas voir le pays se désagréger). Enfin il est prévu qu'à l'été 2012 la Conférence de Tokyo se penche sur les modalités du financement de la phase de « Transition » qui a été inaugurée par la Conférence de Bonn.

Notons que le grand absent de la conférence est le Pakistan qui a décidé d'un boycott de dernière minute en réaction à l'attaque de deux postes frontière par des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères de combat de l'OTAN, le 26 Novembre. Une attaque qui avait provoqué la mort de 24 soldats Pakistanais et fait 13 blessés¹⁵³. En raison de l'absence de cet acteur clé, aucune négociation de paix relative à la région dans son ensemble n'a pu être entamée et le processus de stabilisation politique peut objectivement être considéré comme étant au point mort.

Dans le meilleur des cas, ceci signifie une pérennisation du statut-quo d'instabilité avec une dégradation progressive probable de la situation jusqu'en 2014, et dans le pire des cas une rapide détérioration. Fait marquant, immédiatement après la fin de la Conférence de Bonn, deux attentats suicides dirigés contre la minorité chiite font 60 morts et 214 blessés dans les villes de Kaboul et de Mazar-i-Sharif. Ces attentats sont officiellement condamnés par les Talibans mais ils sont revendiqués par le Lashkar-e-Janghvi al Almi, un groupe sunnite basé au Pakistan et réputé être affilié tant à Al-Qaida qu'aux Talibans Pakistanais¹⁵⁴. Ce symbolique regain de violence n'augure rien de bon pour l'avenir, et sous ces auspices, le quotidien de la population devrait être marqué encore de nombreuses années par « la peur et l'incertitude » comme le remarque Sanjar Sohail, le rédacteur en chef du quotidien national afghan *8 Sobh Daily*¹⁵⁵.

La stratégie occidentale en Afghanistan a donc trois « talons d'Achille » : premièrement les déficiences et les incertitudes liées au gouvernement afghan lui-même n'ont pas permis à ce jour d'assurer ni la reconstruction nécessaire du pays, ni d'apporter une paix durable ; deuxièmement la collusion avérée entre les insurgés et certaines forces centrifuges au Pakistan sont d'important facteurs de complication et de déstabilisation ; troisièmement l'hybris politique de l'entrée en guerre américaine en 2001 a complètement occulté les contingences de l'opération et donc occulté l'élaboration de stratégies palliatives de sortie

¹⁵¹ Selon un rapport de l'ONG Oxfam, 87% des femmes afghanes souffriraient de maltraitance physique, psychique ou sexuelle. Exemple symptomatique, de la violence faite aux femmes : suite à une pétition ayant réunie environs 5.000 signatures, le Président Hamid Karzai gracie début Décembre 2011 une femme détenue depuis deux ans en prison après un viol requalifié par la justice afghane en relation sexuelle extra-conjugale, mais cette libération ce fait à la condition que ladite victime épouse l'homme dont elle à eu un enfant suite au viol. Cf. *Afghanisches Vergewaltigungsoffer soll Täter heiraten*, AFP, document consulté le 02.12.2011 à l'adresse <http://de.nachrichten.yahoo.com>.

¹⁵² Cf. *Zahlen und hoffen*, Matthias Gebauer, Der Spiegel, 05.12.2011 ; *Beschlüsse der Bonner Afghanistan-Konferenz*, Greenpeace-Magazin, 05.12.2011.

¹⁵³ Cf. *Pakistan buries 24 troops killed in Nato airstrike*, BBC, 27.11.2011.

¹⁵⁴ Cf. *Karzai cancels UK trip after attacks*, CNN.com, 07.12.2011.

¹⁵⁵ Cf. *Karzai verspricht viel - und dann passiert nichts*, Christoph Reuter, Der Spiegel, 06.12.2011 ; *Sanjar Sohail in Afghanistan, wir brauchen euch, bitte zieht nicht ab*, Fondation Heinrich Böll, document consulté le 07.12.2011 à l'adresse www.boell.de.

du conflit pour le cas – présent – où celui-ci viendrait à durer et à se durcir. À cette situation déjà fort complexe s'ajoute bien sûr le facteur aggravant de « l'inconnue iranienne ». Les tensions avec ce pays frontalier de l'Afghanistan (et de l'Irak) pourraient en effet glisser vers un affrontement de plus en plus ouvert avec les américains en raison des velléités de Téhéran d'acquérir l'arme atomique et de le faire savoir au monde¹⁵⁶.

Le dépaysement à Bonn – pour des raisons officiellement non-avouées de sécurité – de cette conférence, hautement symbolique, alors qu'elle aurait dû avoir lieu en Afghanistan est symptomatique de l'évolution du pays : après dix ans de conflit, une solution durable – qui ne peut qu'être politique et négociée – n'est pas en vue. « Bonn 2011 » ressemble à s'y méprendre à « Bonn 2001 », la violence en plus et les illusions en moins.

Concluons : Osama Bin Laden a certes été localisé au Pakistan et exécuté par un commando américain¹⁵⁷ ce qui a permis au Président Barack Obama (Démocrate), successeur de Georges W. Bush (Républicain), de s'adresser le 1^{er} Mai 2011 à la Nation américaine et de déclarer : « Justice a été rendue »¹⁵⁸. Donc l'affront et les morts du World Trade Center ont été vengés ; mais la situation en Afghanistan – et dans la région –, elle, ne s'est pas améliorée. Au contraire, elle s'est détériorée et les Talibans, loin d'être décimés, pourraient même sortir vainqueurs de l'affrontement. Dans ce cas il reste une inconnue de taille : les Talibans, éventuellement revenus au pouvoir, serviront-ils de « sherpas géopolitiques » à Islamabad et si oui, quelles en seront les implications pour la région.

Nota : Cet article est la version française adaptée de la série d'articles parue dans le magazine en ligne allemand *Telepolis* entre Janvier et Février 2012 sous le titre « Verletzte und Verlassene auf den Feldern Afghanistans ».

¹⁵⁶ Ce facteur est souvent sous-estimé mais l'acquisition de l'arme atomique représente pour Téhéran non seulement un enjeu sur la scène internationale, mais aussi un projet symbolique et majeur de politique intérieure en raison des graves difficultés économiques que rencontre le pays. Quant à souveraineté de la doctrine sur l'arme atomique, elle est l'objet d'âpre lutte de pouvoir entre les divers groupes politiques iraniens. Pour ces raisons Téhéran devrait tout faire pour obtenir cette arme (si ce n'est techniquement déjà fait, ce qui est très probable si l'on tient compte du niveau de développement technologique du pays) et rendre cette maîtrise publique au moment opportun pour le groupe politique dominant dans pays au moment de cette proclamation. Or cette démarche entrainera probablement un conflit ouvert avec les USA et donc éventuellement l'ouverture d'un nouveau front plus au moins ouvertement hostile à la frontière afghane.

¹⁵⁷ Cf. *Getting Bin Laden - What happened that night in Abbottabad*, Nicholas Schmidle, The New Yorker, 08.08.2011.

¹⁵⁸ « Justice has been done ».